



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 38.

DIMANCHE, 7 Février 1808.

INTÉRIEUR.

Paris, le 6 février.

DECRETS IMPÉRIAUX.

Rapport de MADAME, sur le Chapitre-général des Sœurs de la Charité.

SIRE,

J'ai présidé, conformément à votre décret, le Chapitre-général des Sœurs de la Charité et des autres établissements consacrés au soulagement des pauvres.

J'avais auparavant assisté au travail préparatoire et à toutes les conférences particulières qui ont précédé la tenue de ce chapitre.

J'ai été pleinement satisfaite de toutes ces respectables Sœurs. Elles m'ont édifié par leur piété sans exagération, et par cette tendresse véritablement maternelle qu'elles portent à leurs enfans adoptifs, les pauvres et les malheureux. Je n'ai pas moins été touchée des sentimens de reconnaissance qu'elles m'ont témoignés pour les bienfaits de Votre Majesté, et qui n'étaient nullement commandés par ma présence : il m'a été démontré qu'il est bien doux de concourir au bonheur de ces âmes pieuses qui, oubliant toujours le bien qu'elles font, ne se rappellent jamais que de celui qu'elles reçoivent.

Les Sœurs convoquées au Chapitre étaient, en général, les députées des grandes associations religieuses. J'ai reconnu, par les rapports qui m'ont été faits, que ces pieuses institutions se multiplient heureusement sur tous les points de votre Empire; que tout le bien qui en résulte pour l'humanité est incalculable, et que l'Etat ne saurait leur donner trop d'encouragement. Je me suis encore convaincue qu'elles obtiendraient un nouveau degré de perfection, si on réunissait en corps toutes celles qui sont éparses dans les paroisses, et qu'elles eussent toutes, dans chaque diocèse, un chef-lieu commun et une même supérieure générale. Les Sœurs, députées au Chapitre, ont reconnu elles-mêmes l'utilité de cette mesure. C'est le seul mode d'union que l'on puisse adopter dans la situation actuelle des choses, et je sens parfaitement qu'on ne pourra jamais tenter avec avantage la réunion des corporations existantes, quoiqu'elles aient à-peu-près la même règle, soit parce que la discipline d'une congrégation ne pourrait que s'affaiblir si elle avait trop d'étendue, soit parce que cette diversité de congrégations entretient parmi elles une noble émulation de vertus, qui prévient l'indifférence et la tiédeur; et que d'ailleurs telle est la nature de l'homme que, même dans les choses les plus saintes, il veut toujours user d'une certaine liberté de choix qui s'assortisse à son caractère, à ses goûts et à ses habitudes.

Cependant, SIRE, le bien que font ces associations de charité, tout immense qu'il est, le deviendrait encore davantage, sans certains abus qui en arrêtent le progrès, et certaines entraves qui en retardent la pleine et entière propagation; et c'est pour cela que les Sœurs députées ont délibéré, une adresse à V. M., où elles exposent ces entraves et ces abus, et ensemble les mesures générales qui leur ont paru les plus propres à donner à leurs instituts toute la perfection dont ils sont susceptibles. En conséquence elles demandent humblement à V. M.

1°. Que, dans l'espace d'un an, leurs statuts soient définitivement approuvés.

2°. Que le Conseil d'Etat ne puisse faire aucun changement sans les entendre.

3°. Qu'on ne les assujettisse pas à des visites domiciliaires et périodiques, faites par les autorités constituées, ainsi qu'il a été statué à l'égard des Dames du Refuge, et elles réclament contre ce règlement, dans la crainte qu'il ne devienne, dans la suite une loi pour toutes les autres; de même que contre l'article des mêmes statuts, qui permet aux élèves d'écrire, à l'insu de la supérieure, aux autorités constituées, et

sans lui avoir donné auparavant communication de leurs plaintes.

4°. Que les directeurs des hôpitaux ne puissent s'immiscer, en aucune manière, dans leur régime intérieur, et mettre aucun empêchement à leurs exercices religieux, et à l'observance des préceptes de l'Eglise.

5°. Qu'il soit réglé que les directeurs ne donnent des ordres qu'à la supérieure de la maison, de qui les autres religieuses doivent seulement relever.

6°. Qu'elles ne soient pas traitées par eux comme des servantes à gages, et qu'on ne les oblige pas à manger avec elles à la même table.

7°. Que V. M. daigne fixer les rapports qui doivent exister entre les administrateurs et elles, en traçant une ligne de démarcation qui sépare leurs devoirs réciproques, et en consacrant le principe, que ces associations de charité sont essentiellement religieuses, et par conséquent uniquement assujetties, pour leur régime intérieur, à leur évêque.

8°. Que les administrateurs ne puissent pas leur refuser un aumônier à qui il soit permis d'approcher les malades, en tout tems et en toute liberté, et qu'à cet effet, il soit logé, autant qu'il se peut, dans l'intérieur de la maison.

9°. Que V. M. renouvelle l'ancien usage, qui confiait aux Sœurs la dépense intérieure et journalière de la maison, et elles sont sensiblement affligées qu'on en charge exclusivement des agens salariés, dont un grand nombre ne songe que trop à s'enrichir aux dépens des pauvres, en leur refusant non-seulement les douceurs, mais même les choses les plus nécessaires.

10°. Que les administrateurs ne puissent pas disposer à leur gré, et même contre l'intention des donateurs, des aumônes de confiance que les Sœurs reçoivent, et qu'elles soient autorisées à les distribuer elles-mêmes, sans être obligées d'en rendre compte, suivant ce qu'elles jugeront le plus convenable aux intérêts des pauvres. Elles font surtout la même demande relativement aux administrateurs des bureaux de bienfaisance, auxquels elles sont associées pour porter des secours à domicile, et qui prétendent également confondre ces sortes d'aumônes avec celles dont ils leur confient eux-mêmes l'administration.

11°. Que V. M. veuille bien accueillir le vœu qu'elles forment, de voir remplacer ces bureaux de bienfaisance, par les anciennes assemblées des Dames de Charité, et qu'en attendant que ce vœu de la religion et de l'humanité se réalise, les curés soient admis de droit dans ces bureaux, comme chargés par état de connaître et de secourir les pauvres.

Telles sont à peu près, SIRE, les différentes demandes que les Sœurs députées mettent aux pieds de V. M., et que je n'ai fait que récapituler succinctement. Elle les trouvera motivées, et beaucoup plus développées dans l'adresse même, qu'elles m'ont priée de lui faire parvenir, et qu'elles ont signée.

A cette adresse se trouve joint un état de la situation de leurs maisons, de leurs besoins les plus pressans et des secours absolument indispensables pour la propagation de leurs instituts, et le plus grand soulagement des pauvres. Mais ce que Votre Majesté ne verra pas dans ce tableau, c'est la réclamation qu'elles ont faite pour que leurs maisons soient assimilées aux hospices dans la diminution des droits d'inscription et d'enregistrement; mesure bienfaisante qui leur donnera la facilité de recevoir des legs, et d'autant plus nécessaire, qu'en ce moment même elles ne peuvent pas être mises en possession de quelques immeubles qui leur ont été légués, faute de moyens pour payer les droits susdits.

Quant à ce qui regarde la réunion par chaque diocèse des maisons éparses et isolées, qui n'ont point de chef-lieu commun, sous un même régime et une même Supérieure-Générale, il est essentiel de faire observer à Votre Majesté que cette réunion dont l'utilité est démontrée, ne pourrait point se réaliser, si elle n'accordait un fonds pour fonder le premier établissement, et

fournir aux différens besoins de la maison centrale qui dirigera toutes les autres.

J'ai cru, SIRE, devoir encore mettre sous les yeux de Votre Majesté le procès-verbal des trois séances du Chapitre convoqué par ses ordres, et ensemble, le discours d'ouverture qu'a prononcé M. l'abbé de Boulogne, chargé par elle de faire les fonctions de secrétaire.

Je finirai, SIRE, par une réflexion qui me paraît digne de toute l'attention de Votre Majesté; c'est que la convocation de ce Chapitre ayant été faite par un décret solennel qui a fixé les regards de la France et réveillé les espérances de tous les gens de bien, il importe essentiellement, non-seulement pour les intérêts des pauvres, mais encore pour ceux de votre gloire, que la tenue de cette assemblée obtienne un résultat qui soit digne de vous, qui réponde à l'attente générale, et qui s'associe noblement à tout ce que vous faites d'utile, de grand et de mémorable.

Signé, MADAME, Mere.

Par MADAME,

Signé, le Cardinal Archevêque de Lyon, Grand-Aumônier de France.

Lettre de S. M. l'EMPEREUR ET ROI, à MADAME, Mere.

MADAME,

J'ai lu avec attention les procès-verbaux du Chapitre-général des Sœurs de la Charité. J'ai fort à cœur de voir s'augmenter et s'accroître le nombre des maisons et des individus de ces différentes institutions, ayant pour but le soulagement et le soin des malades de mon Empire. J'ai fait connaître à mon ministre des cultes ma volonté, que les réglemens de ces différentes institutions fussent révisés et arrêtés définitivement par mon conseil, dans l'année. Je desine que les chefs des différentes maisons sentent la nécessité de réunir des institutions séparées, autant que cela sera possible; elles acquerront plus de considération, trouveront plus de facilités pour leur administration, et auront droit à ma protection spéciale. Toutes les maisons que les députés ont demandées, tous les secours de premier établissement et secours annuels que vous avez jugé convenable de demander pour elles, seront accordés. Je suis même disposé à leur faire de nouvelles et de plus grandes faveurs, toutes les fois que les différens chefs des maisons seconderont de tous leurs efforts et de tout leur zèle le vœu de mon cœur pour le soulagement des pauvres, et en se dévouant avec cette charité que notre sainte religion peut seule inspirer, au service des hôpitaux et des malheureux. Je ne puis, MADAME, que vous témoigner ma satisfaction du zèle que vous montrez et des nouveaux soins que vous vous donnez. Ils ne peuvent rien ajouter aux sentimens de vénération et à l'amour filial que je vous porte.

Votre affectionné fils.

Signé, NAPOLEON.

Paris, le 4 février 1808.

Un décret rendu par S. M. le 3 février 1808, contient les dispositions suivantes :

1. Il est accordé, sur le budget des dépenses du ministère des cultes, pour la présente année 1808, une somme extraordinaire de 182,500 fr. aux différentes maisons de Sœurs de la Charité, pour frais de premiers établissemens, laquelle somme sera employée conformément à l'état ci-joint.

2. Une somme de 130,000 fr. sera portée tous les ans sur le budget du même ministère, pour les dépenses annuelles de ces maisons.

3. Toutes les maisons que les différentes associations des Sœurs de la Charité ont demandées pour le service de leurs établissemens, leur sont accordées.

La répartition et l'emplacement des maisons qui leur sont accordées, seront conformes à l'état ci-joint.

4. Notre ministre des cultes nous fera un rapport général sur ces différens établissemens, et nous proposera, dans le plus court délai, le détail de leurs institutions, selon l'esprit général de ces établissemens.

TABLEAU de l'état actuel des Associations de charité et des demandes faites par leurs députées au Chapitre général, convoqué par décret du 30 septembre 1807.

N O M S des CONGRÉGATIONS.	CHEFS-LIEUX et NOVICIATS.	NOMBRE des ÉTABLISSEM.	NOMBRE des RELIGIEUSES	B U T de leurs INSTITUTIONS.	D E M A N D E S		M O T I F S des D E M A N D E S.
					EN IMMEUBLES.	EN ARGENT Pour 1 ^{er} établissement. Secours annuels.	
Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paule.	Paris, dép. de la Seine.	260	1598	Service des malades dans les hôpitaux; secours à domicile; instruction gratuite.	Assigner au Sénat un fonds en remplacement du jardin appartenant à la maison mère, dite de la Croix.	25,000	Afin de recevoir un plus grand nombre de novices, et pour fournir aux demandes des hôpitaux militaires.
Sœurs de Saint-Maur, établies en 1666.	Paris, (Seine.)	22	120	Service des malades; en outre elles exercent cette œuvre de charité à Cayenne et à la Guyane.		15,000 5,000	1 ^{re} . Pour dettes du 1 ^{er} établissement. 2 ^{re} . Pour trouver des novices sans dot qui aillent dans les colonies.
Sœurs de Saint-Thomas de Ville-Néuve.	Paris, (Seine.)	32	283	Soins des malades dans les hospices et chez elles pour soigner les pauvres et les galeux, et instruction gratuite.	1 ^{re} . La maison dite le Bon-Pasteur, à Paris. 2 ^{re} . Leur ancienne maison à St-Germain-en-Laye.	10,000 3,000	1 ^{re} . Elle servirait pour étendre leur noviciat. 2 ^{re} . Elles l'occupent actuellement, et les réparations exigent ladite somme de 10,000 fr. 3 ^{re} . Les 3,000 fr. remplaceraient les rentes qu'elles avaient, et serviraient à étendre leur œuvre.
Les hospitalières Augustines de l'Hôtel-Dieu, établies en 750.	Paris, (Seine.)	.....	.....	Elles desservent les hospices de l'Hôtel-Dieu et de Saint-Louis.			
Sœurs de la Charité de Nevers, instituées en 1698.	Nevers, (Nièvre.)	65	.....	Service des hospices, des malades à domicile et instruction gratuite.		12,000 10,000	1 ^{re} . Pour dettes du 1 ^{er} établissement. 2 ^{re} . Pour étendre le noviciat: elles pourront donner 30 Sœurs par an.
Sœurs des écoles chrétiennes de St-Charles, établies en 1685.	Lyon, (Rhône.)	22	.....	Ecoles gratuites; service des hospices et secours à domicile.	1 ^{re} . Le couvent des Bleues-Célestes, à Lyon.	15,000 8,000	1 ^{re} . Elles louent leur maison, trop resserrée pour leur noviciat. 2 ^{re} . La 1 ^{re} somme nécessaire pour s'établir dans les Bleues-Célestes. 3 ^{re} . Elles pourraient, moyennant ce secours annuel, fournir aux demandes multipliées qu'on leur fait.
Les filles de la Sagesse, établies en 1716.	Saint-Laurent-sur-Sèvre, (Vendée.)	82	550	Service des hôpitaux; secours à domicile; instruction gratuite. Elles desservent tous les hôpitaux de la marine militaire.		30,000 12,000	1 ^{re} . Pour augmenter la maison chef-lieu. 2 ^{re} . Pour la propagation de leur œuvre.
Les filles de St-Charles de Nancy, établies en 1652.	Nancy, (Meurthe.)	55	231	Le soin des malades; secours à domicile; instruction gratuite.	Les conserver dans la maison qu'elles occupent, appart. aux hôpitaux.	3,000	1 ^{re} . Si on les faisait transférer dans une autre maison, elles ne pourraient pas étendre leur noviciat. 2 ^{re} . Leur grande pauvreté exige un secours annuel.
Sœurs de la doctrine chrétienne dites Vatelottes, établies en 1615.	Nancy, (Meurthe.)	98	170	Le soulagement des malades et l'instruction gratuite.	Le jardin qui est contigu à leur maison.	6,500 4,000	1 ^{re} . Pour dettes de leur établissement. 2 ^{re} . Pour étendre le noviciat.
Sœurs de la Charité de Saint-Maurice, établies vers le milieu du 17 ^e siècle.	Chartres, (Eure-et-Loir.)	20	.....	Soins des malades; instruction des pauvres. Elles envoient dans les Isles de France, de la Réunion, de Cayenne, etc. Elles en font vœu spécial.		18,000 5,000	1 ^{re} . Les 18,000 fr. pour agrandir leur maison insuffisante. 2 ^{re} . Le ministre de la marine demande, pour les colonies, une grande quantité de sœurs; à cet effet, elles ont besoin d'un secours annuel pour le noviciat.
Sœurs de la Charité de Bourges.	Bourges, (Cher.)	14	46	Service des hôpitaux; secours à domicile; instruction gratuite.		4,000	Ce secours est d'autant plus nécessaire que les demandes pour de nouveaux établissements se multiplient.
Sœurs du S. Sacrement de Mâcon, établies en 1773.	Mâcon, (Saône-et-Loire.)	11	60	Service des hôpitaux; secours à domicile; instruction gratuite. Elles portent une dot de 1000 fr.			
Sœurs de la Providence d'Evreux.	Evreux, (Eure.)	.....	43	Assistent les pauvres malades à domicile et les instruisent.		3,000	Pour dettes d'établissement.
Sœurs hospitalières de Besançon, établies en 1685.	Besançon, (Doubs.)	18	.....	Le service des malades dans les hôpitaux. Elles portent une dot de 300 fr. de rente, et ne reçoivent de l'hôpital que la nourriture et le logement.			
Sœurs hospitalières de Sainte-Marthe de Pontarlier.	Pontarlier, (Doubs.)	.....	.....	De même que ci-dessus.	La maison de l'Annonciade.		On a vendu leur ancienne maison, et elles réclament celle dite de l'Annonciade, invendue.
Sœurs hospitalières de Sainte-Marthe de Dôle.	Dôle, (Jura.)	.....	.....	De même que ci-dessus.			
Sœurs de la Charité de Besançon, établies en 1799.	Besançon, (Doubs.)	23	102	Même institution que les sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paule.	Une maison pour le noviciat.	8,000	Ces Sœurs rendent de grands services et en rendront de plus grands, moyennant la maison de noviciat qu'elles demandent, ainsi que le secours annuel pour l'entretien des aspirantes.
Sœurs hospitalières d'Ernemont, à Rouen.	Rouen, (Seine-Inférieure.)	54	130	Le soin des pauvres malades et instruction des jeunes filles.	Une maison située dans la paroisse de Cleville.	6,000	Pour noviciat.
Sœurs de la Providence, à Strasbourg.	Strasbourg, (Bas-Rhin.)	30	.....	Le service des hôpitaux et instruction gratuite.	Une maison chef-lieu.	5,000	Moyennant la maison qu'elles demandent, elles pourront avoir, sous peu, 400 sujets, et le secours annuel suffirait pour augmenter progressivement leurs maisons.

NOMS des CONGRÉGATIONS.	CHEFS-LIEUX et NOVICIATS.	NOMBRE des ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des RELIGIEUSES.	BUT de leurs INSTITUTIONS.	DEMANDES			MOTIFS des DEMANDES.
					EN IMMEUBLES.	EN ARGENT pour 1 ^{er} établissement. Secours annuels.		
Sœurs de Saint-Alexis de Limoges, établies en 1656.	Limoges. (Haute-Vienne.)	3	31	Le service des pauvres dans les hôpitaux.	.....	.....	4,000	{ Pour favoriser l'entrée du noviciat à des filles peu fortunées. Cet établissement présente d'autant plus d'avantages pour l'éducation, qu'il a déjà donné des preuves de son utilité en propageant la langue française dans les parties allemandes.
Sœurs de Sainte-Chrétienne de Metz.	Metz. (Mozelle.)	.....	.....	Soulagement des pauvres à domicile, ins- truction des pauvres.	.....	10,000	2,000	
Sœurs de la Providence de Séez, établies en 1683.	Séez. (Orne.)	15	40	Le soin des malades à domicile et l'ins- truction gratuite.	{ La rentrée en pos- session de leur ancienne mai- son invendue, et des rentes non aliénées.	.....	.....	.....
Sœurs de la Providence de Lisieux, établies en 1683.	Lisieux. (Calvados.)	28	40	Le soin des malades à domicile et l'ins- truction gratuite.		{ La rentrée en pos- session de leur ancienne mai- son invendue, et des rentes non aliénées.	
Sœurs de la Charité de Janville, établies en 1724.	Janville. (Eure-et-Loir.)	20	.....	Soin des malades, secours à domicile, instruction gratuite.	.....	15,000	4,000	{ 1 ^o . Pour l'acquisition de la maison qu'elles habitent, et dont elles payent le loyer. 2 ^o . Pour fournir aux frais du noviciat, et secourir les infirmes.
Sœurs du Refuge dites de St-Michel de Paris, établies en 1724.	Paris. (Seine.)	8	39	1 ^o . Le but principal de cet institut est d'ouvrir dans les grandes villes, aux per- sonnes du sexe qui, après quelques écarts, voudraient revenir aux bonnes mœurs, un asyle convenable. 2 ^o . Aux jeunes personnes dont l'innocence se trouve exposée.	.....	30,000	.....
Sœurs du Refuge de Caen, établies en 1641.	Caen (Calvados.)	.....	28	Même destination que ci-dessus.	.....	.....	15,000	{ 2 ^o . Le Gouvernement donne déjà 8000 fr. Elles demandent une aug- mentation de 7000 fr. pour les aider à fournir aux demandes multipliées qui leur sont faites pour de nouveaux éta- blissements.
Sœurs du Refuge de Rennes, établies en 1673.	Rennes. (Ille-et-Vilaine.)	.....	12	Même destination que ci-dessus.	1 ^o . la maison de St-Cyr à Rennes.	.....	.....
Sœurs du Refuge de la Rochelle, établies en 1715.	La Rochelle. (Charente-Inf. ^{re}.)	.....	8	Même destination que ci-dessus.	.....	10,000	4,000	{ 2 ^o . Pour payer des dettes; elles en ont pour 28,000 fr. 3 ^o . Pour pouvoir recevoir un plus grand nombre de pénitentes volontaires.
Sœurs du Refuge de Versailles.	Versailles. (Seine-et-Oise.)	.....	8	Même destination que ci-dessus.	.....	8,000	.....
Sœurs hospitalières de St-Roch de Fellein, établies en 1766.	Fellein. (Creuse.)	1	7	Le soin des malades et l'instruction gra- tuite.	.....	.....	2,000	{ 1 ^o . Pour premier établissement. 2 ^o . Pour secours annuels.
Sœurs hospitalières de Saint-Augustin d'E- tampes.	Etampes. (Seine-et-Oise.)	.....	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.	.....	.....	.....
Totaux .....					.....	182,500	129,000	.....

*Sœurs députées, admises au Chapitre général, quoiqu'elles n'aient pas de maison chef-lieu,
parce qu'elles y ont été primitivement appelées.*

Sœurs hospitalières de Sainte-Marthe de la Roche-foucauld.	Roche-foucauld. (Charente.)	.....	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.
Sœurs hospitalières de Sainte-Marthe à Saint- Maixent.	Saint-Maixent. (Deux-Sèvres)	.....	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.
Sœurs hospital. d'An- goulême (dans la ville) établies en 1651.	Angoulême. (Charente.)	9	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.
Sœurs hospital. d'An- goulême (hors de la ville.)	Charente.	.....	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.
Sœurs hospitalières de St-Marthe de Ruffec établies en 1685.	Ruffec. (Charente.)	4	.....	Le soin des malades dans les hôpitaux.

N O M S des CONGRÉGATIONS.	L I E U X des ÉTABLISSEMENTS.	N O M B R E des SŒURS.	B U T de LEUR INSTITUTION.	D E M A N D E S.	M O T I F S des D E M A N D E S.
Sœurs hospitalières de Ste-Marthe, établies en 1616.....	Montbron (Charente)....	4	Elles desservent cet hospice.	Que l'administration de l'hospice leur fasse une pension pour leur entretien.	La pension que les parents leur font, est trop modique et ne peut suffire à leurs besoins.
— du St-Esprit.....	Neufchâteau (Vosges)....	3	Elles desservent cet hospice.	Un aumônier.	
— de Ste-Marthe, établies en 1322...	Pont-de-Veyle (Ain).....	6	Elles desservent cet hospice.	Que l'administration leur fasse une pension.	La plupart des Sœurs étant sans fortune.
— de Ste-Marthe, établies en 1664...	Pont-de-Veau (Ain).....	8	Elles desservent cet hospice.	La rentrée en possession de rentes et cens qui leur sont dus par des particuliers.	
— de St-Joseph.....	Saint - Genest - Mallifaux (Loire).....	8	Elles desservent cet hospice.	Un aumônier.	Pour leurs besoins spirituels et ceux des malades.
— du St-Esprit, établies en 1212.....	Poligny (Jura).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de St-Joseph, établies en 1673...	Saint-Trivier (Ain).....	3	Elles desservent cet hospice.		
— de Notre-Dame, établies en 1666...	St-Etienne en Forêt (Loire)...	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe, établies en 1710...	Toyssay (Ain).....	6	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe, établies en 1666...	Villefranche (Rhône).....	12	Elles desservent cet hospice.		
— de St-Joseph, établies en 1781...	Veaugneray (Rhône).....	7	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe, établies en 1713...	Charlieux (Loire).....	5	Elles desservent cet hospice.	Un aumônier.	
— de St-Charles.....	Marville (Meuse).....	3	Elles desservent cet hospice.		
— de St-Augustin.....	Auray (Morbihan).....	11	Elles desservent cet hospice.	La possession d'un petit terrain contigu à leur bâtiment.	Ce local leur devient nécessaire pour rendre leur habitation plus salubre.
— de St-Thomas.....	Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	8	Elles desservent cet hospice.		
— de St-Augustin.....	Argentan (Orne).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Notre-Dame de Pitié et de Miséricorde.....	Étampes (Seine-et-Oise)...	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe.....	Bernay (Eure).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe.....	Saint - Bonet - le - Château (Loire).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe.....	Saulieu (Côte-d'Or).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de St-Joseph.....	Beaufort (Maine-et-Loire)...	11	Elles desservent cet hospice.		
— de la Miséricorde de Jésus.....	Guingamp (Côtes - du - Nord).....	11	Elles desservent cet hospice.	A être rétablies dans la desserte de l'Hôtel-Dieu.	
— de la Miséricorde de Jésus.....	Bayeux (Calvados).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de la Miséricorde de Jésus.....	Bénévent (Creuse).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de la Miséricorde de Jésus.....	Beaugency (Loiret).....	11	Elles desservent cet hospice.		
— de Ste-Marthe, établies en 1713...	Paris (Seine).....	10	Le secours à domicile dans les paroisses, et l'instruction des pauvres filles.	1°. Une maison à Paris. 2°. Quelques petits secours annuels.	Pour en faire le chef-lieu et le noviciat.
— de St-Joseph, dites de la Roquette.	Paris (Seine).....	3	Le service des pauvres malades du sexe.	Elles demandent à être rendues à leur institution primitive.	
— de Ste-Marthe.....	Marseille (Bouch. du Rhône)	16	Elles desservent le grand hospice de Charité.		
— de Ste-Marthe.....	Beaune (Côte-d'Or).....	11	Le service des hôpitaux.		
— de St-Joseph.....	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....	11	Le soulagement des pauvres et des malades, l'instruction de la jeunesse, et la correction des mœurs.	Leur rétablissement.	

Certifié conforme,

Le ministre secrétaire-d'Etat, signé, H. B. MARET.

JURISPRUDENCE.

Code Napoléon, décrété par le Corps-Législatif, le 3 septembre 1807; précédé des exposés des motifs par les orateurs du Conseil d'Etat, sur les formes extérieures du Code, et suivi des lois transitoires relatives aux adoptions, aux divorces et aux enfants naturels; — de l'arrêté contenant le mode de délivrance des dispenses relatives au mariage; — de l'arrêté contenant le tableau des distances de Paris à tous les chefs-lieux des départements; — des lois réglementaires et interprétatives, rendues par le Corps-Législatif pendant sa session de 1807, sur le taux de l'intérêt de l'argent, sur les inscriptions hypothécaires, etc.; — du sénatus-consulte sur l'ordre judiciaire; — d'une table analytique et raisonnée des matières, — et de la table sommaire des objets de complément. Edition des Archives du Droit français, conforme pour le texte à l'édition officielle.

Prix 5 fr., et 6 fr. 75 c. franc de port.

A Paris, aux Archives du Droit français, chez Clément, frères, libraires-éditeurs, rue de l'Echelle, n° 3, au Carrousel. — 1808.

Cette édition du Code Napoléon est terminée par une table analytique et raisonnée des matières, où sont posées les questions qui peuvent naître de chaque article. Cette table, outre l'avantage de faciliter les recherches, offre au lecteur un moyen infaillible de graver dans sa mémoire les dispositions du Code, en cherchant à résoudre chaque question avant de voir le texte. Cette manière d'étudier a obtenu l'approbation d'un grand nombre de professeurs et de jurisconsultes célèbres; elle sera infiniment utile aux étudiants en droit, et à

tous ceux qui veulent se pénétrer en particulier de chaque disposition du Code Napoléon.

Cette édition offre encore un avantage qui ne peut manquer d'être apprécié: on a disposé le numéro de chaque article de manière qu'il ressort à la marge, et ne se trouve pas confondu avec les lignes du texte; par ce moyen, d'un seul coup-d'œil, on voit tous les numéros qui se trouvent dans une page, et les recherches deviennent excessivement promptes et faciles.

GÉOGRAPHIE.

Cartes supplémentaires de l'Atlas historique de A. Lesage (1).

1°. L'Europe, en janvier 1808, avec les nouvelles divisions, le système fédératif de l'Empire français, etc. Un texte marginal donne la situation physique et politique de chaque puissance, ses productions, son commerce, sa statistique, etc.

Prix, 5 fr., papier fin; 4 fr., papier ordinaire.

2°. La Mappemonde, tableau extrêmement soigné dans sa composition et son exécution; accompagnée dans la carte même et au texte, de notes et d'observations qui la rendent tout-à-fait classique. On y trouve la notice historique de tous les voyageurs.

Prix, 5 fr., papier fin; 4 fr., papier ordinaire.

(1) Prix, complet en 33 cartes ou tableaux, 136 fr. 50 c.; pap. fin, relié, 106 fr. 50 c.

A Paris, chez l'éditeur, rue de la Jussienne, n° 15, qui réimprime en ce moment l'Histoire des reines et régentes de France. Il sera publié le 1^{er} mai 6 vol. in-8° — Prix, 30 fr.

ERRATA.

N° 29, art. Paris, page 114, nomination du président du collège électoral de département du département de Marengo, au lieu de, le sieur Ghilieri, lisez: le sieur Ghilini (Ambroise-Marie), membre de la Légion d'honneur.

Au N° d'hier, art. Institut de France, analyse des travaux de la classe des sciences mathématiques, au lieu de ce mot parallépipède, lisez parallélépipède.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. 1/2 jous. du 22 sept. 1807..	86 fr. 25 c.
Idem. Jous. du 22 mars 1808.....	83 fr. 75 c.
Bons de remboursement.....	fr. c.
Provisoire.....	fr. c.
Bons an 7.....	fr. c.
Bons an 8.....	fr. c.
Rescriptions sur domaines.....	92 fr. c.
Rescript. pour rach. de rentes fonc.	fr. c.
Idem. Non réclamées dans les dép.	fr. c.
Act. de la B. de Fr.....	1260 fr. c.

Entreprises particulières.

Actions de la caisse des rentiers..	fr. c.
Actions des ponts, j. du 1 ^{er} janv..	1150 fr. c.
Actions des Fonderies de Vaucluse.	fr. c.

A Paris, de l'imprimerie de H. AGASSE, rue des Poitevins, n° 6.